

dodis.ch/55430

Entretiens du Chef du DFAE, le Conseiller fédéral Felber, avec le Vice-président soviétique Loukianov et le Ministre des affaires étrangères Chevardnadze à Moscou¹

MA VISITE À MOSCOU (30.11. AU 1.12.1990)

Berne, 12 décembre 1990

C'est à la veille de l'hiver russe que BRF [*Bundesrat Felber*] s'est rendu à Moscou, à l'invitation du MAE Chevardnadze.² La capitale de l'URSS, blême sous les gelées de novembre, montrait un visage où dominait l'anxiété des foules grises agglutinées devant des échoppes vides. La teinte générale des entretiens avec les interlocuteurs soviétiques, traduisait bien la préoccupation centrale des autorités, qui consiste à tenir le cap par-delà la mauvaise saison. Ainsi au niveau du Vice-président Loukianov (LO), tout son discours, qui reposait sur l'affirmation catégorique de l'Union, laissait transparaître les difficultés devant le changement des mentalités. «Franchir le col qui nous mène au plateau supérieur», telle était la métaphore. Edouard Chevardnadze (CHE), lui, n'est pas allé par quatre chemins pour dire le besoin vital de soutien à son pays, dans une phase de restructuration rendue plus aigüe par les conditions climatiques, les pénuries déclenchées par les tensions inter-républicaines et les déchirures du tissu socio-économique. Enfin, auprès du maire de Moscou, Gavril Popov (PO), les problèmes du quotidien ont été évoqués sans fard: un maire ne peut plus se permettre le luxe de décider de la distribution du pain, quand la substance même du pouvoir se décompose sous les coups conjoints de l'obstruction des nantis et de l'illusion des déshérités.

Le thème des réformes constitutionnelles abordé par LO[*ukianov*], et le nouveau traité d'Union proposé, détermineront la forme du marché intérieur unique voulu par Moscou. Selon LO[*ukianov*], les Républiques tout en déclarant leur souveraineté, sont unanimes à souhaiter au centre un nombre de compétences fondamentales: monétaire, défense, transports, politique étrangère, environnement. Le projet de traité, issu d'un travail préparatoire de droit comparé bien ciblé, répond à ces attentes. Toutefois, l'effort sincère et louable d'explication, voire de légitimation de LO[*ukianov*], fait ressortir en filigrane l'ambiguïté d'une situation où la frontière entre désirs et réalités est particulièrement floue.

Par contraste, la discussion bilatérale avec CHE[*vardnadze*], dense et quasi exhaustive, a mis en exergue les graves difficultés auxquelles sont confrontées les autorités soviétiques, à un stade crucial des transformations, dans à peu près tous les domaines. La décentralisation et le relâche-

1 *Notice*: CH-BAR#E2010A#1999/250#7512* (B.15.21(12)). Le Conseiller fédéral René Felber transmet cette note d'information le 12 décembre 1990 au Conseil fédéral. Elle est composée à partir de plusieurs textes de différents auteurs. La première partie, imprimée dans le *télex hebdomadaire* 49/90 du 3 décembre 1990, dodis.ch/55095, point 2 (rapides), est très probablement rédigée par le collaborateur personnel du Chef du DFAE, Pierre Combernous.

2 *L'idée initiale selon laquelle le Conseiller fédéral Felber est accompagné pour sa visite à Moscou – planifiée pour octobre déjà – par une grande délégation de représentants de la science, de l'économie et de la culture suisse, doit être revue*, cf. dodis.ch/56402 et dodis.ch/55447. Après le voyage du Chef du DFTCE, le Conseiller fédéral Adolf Ogi, à Moscou du 4 au 8 avril, il s'agit de la deuxième visite officielle d'un Conseiller fédéral en URSS en 1990, cf. dodis.ch/55716 et dodis.ch/55440.



ment de la discipline civique, les conséquences de toute une série de désastres naturels (Tchernobyl)³ ou autres (alcoolisme), font que l'URSS a besoin d'aide et CHE[*vardnadze*] ne s'en cache guère, ce n'est pas l'heure de la fausse dignité. Objectif: passer l'hiver, assurer la poursuite des réformes, 1991 étant une année cruciale du point de vue des finances. BRF [*Bundesrat Felber*] précise les modalités d'un engagement humanitaire (priorité à l'évaluation, puis à l'organisation de la distribution) et financier à moyen terme (conversion créances GRE en crédits, offres du secteur pharmaceutique) pour alléger les charges soviétiques. Au chapitre du Golfe, CHE[*vardnadze*] estime que la dernière Résolution de l'ONU⁴ est, paradoxalement, celle de l'espoir, les 45 jours prochains pourront être réservés à la recherche de solutions pacifiques. Tous les membres de la Communauté des États devront s'y mettre. BRF [*Bundesrat Felber*] expose brièvement la problématique d'intégration et les obstacles au niveau institutionnel et structurel, CHE[*vardnadze*] s'intéressant particulièrement à un processus de redistribution des compétences qui touche son pays aussi, dans le vaste contexte de la construction européenne. Enfin, CHE[*vardnadze*] souhaite connaître les expériences suisses en matière d'aide au développement, admettant implicitement la faillite (créances irrécouvrables) et les priorités erronées des Soviétiques dans ce domaine.

Finalement, l'entretien avec PO[*pov*], concret et très direct, met à nu les mécanismes de la pénurie actuelle: absence totale d'expérience des politiciens, citoyens et bureaucrates devant la démocratie, difficulté de réaliser une privatisation indispensable, montée d'intérêts antagoniques entre les tenants de l'ancienne structure et les promoteurs du changement. Les besoins immédiats dans la métropole de Moscou sont dans le rétablissement de certains approvisionnements (p. ex. œufs), l'alimentation pour petits enfants et l'accès aux médicaments de base (y compris aspirines). BRF [*Bundesrat Felber*] annonce la disponibilité du Corps suisse (SKH) pour une mission dans les délais les plus brefs (départ le 5.12.90).⁵

Entretien Chef Département (BRF [Bundesrat Felber]) avec Président Soviet Suprême et Vice-Président de l'URSS Loukianov (LO) Moscou, 30 novembre 1990⁶

C'est au Kremlin que le suppléant de Gorbatchov a reçu BRF [*Bundesrat Felber*], fort de la symbolique du siège traditionnel du pouvoir soviétique. LO[*ukianov*], chevelure argentée et visage impavide, ponctue son discours la main serrée sur un faisceau de crayons fraîchement taillés, tels un arsenal recyclé de SS-20 post-CFE.⁷ Le paradoxe est en filigrane de ses propos, à la fois affirmation de l'autorité centrale et ouverture vers une nouvelle forme de répartition de la souveraineté.

LO[*ukianov*] se félicite en premier lieu des nouveaux développements de nos relations bilatérales,⁸ notamment la concordance soviéto-suisse en faveur de la Réunion sur les minorités nationales de la CSCE.⁹ Il relève l'existence de nombreuses entreprises mixtes, et souhaite que

3 Cf. la compilation thématique Catastrophe nucléaire de Tchernobyl (1986), dodis.ch/T1833.

4 Résolution N° 678 du Conseil de sécurité de l'ONU du 29 novembre 1990, UN doc. S/RES/678.

5 Sur les actions d'entraide de la Suisse en URSS à la fin de l'année 1990, cf. la compilation dodis.ch/C1877.

6 Cette partie, imprimée dans le *télex hebdomadaire* 50/90 du 10 décembre 1990, dodis.ch/55175, point 1, est aussi rédigée par Pierre Comberous.

7 Le Conventional Forces in Europe Treaty (CFE) est signé à l'occasion du sommet de la CSCE à Paris le 19 novembre 1990 par les membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, cf. DDS 1990, doc. 50, dodis.ch/54685, ainsi que la compilation thématique *Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE)*, dodis.ch/T1844.

8 Pour un aperçu des relations bilatérales, cf. dodis.ch/55296. Sur les options politiques de la Suisse à l'égard de l'URSS, cf. dodis.ch/55741. Pour la planification de la visite, cf. dodis.ch/55335.

9 Sur la réunion d'experts de la CSCE sur les minorités nationales du 1^{er} au 19 juillet 1991 à Genève, cf. la compilation dodis.ch/C1875.



Conférence de presse du 3 décembre 1990 sur le convoi humanitaire planifié pour l'Union soviétique. Depuis la gauche: le Conseiller fédéral René Felber, le Vice-chancelier Achille Casanova et le Conseiller fédéral Kaspar Villiger, dodis.ch/57304 (CH-SNM LM-179324.21).

l'Accord sur la protection des investissements¹⁰ encouragera les entrepreneurs suisses. LO[ukianov] constate que BRF [*Bundesrat Felber*] est venu à un moment crucial du processus de réformes entrepris en URSS.¹¹ Les mesures prises dans le domaine économique en direction du marché vont être assorties de changements au niveau des relations avec les Républiques. LO[ukianov] est conscient que pour rompre avec le passé il s'agit de changer les mentalités et que là réside la plus grande difficulté. Aussi les différents changements doivent-ils constituer un ensemble pour pouvoir réussir. À ceux qui s'inquiètent de la stabilité future de l'Union, LO[ukianov] répond que toutes les Républiques sont prêtes à accepter des responsabilités uniques dévolues à l'État central, telles que marché intérieur, politique étrangère, défense, transport, protection de l'environnement notamment. Il constate que si d'aucunes nient certaines compétences à Moscou, elles ne sont

10 Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques concernant la promotion et la protection réciproque des investissements du 1^{er} décembre 1990, RO, 1991, pp. 2196–2202. Le 1^{er} décembre 1990 est aussi signé un Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques concernant le règlement des prétentions financières survenues après le 1^{er} septembre 1939, cf. le PVCF N° 2351 du 14 novembre 1990, dodis.ch/55341. Pour la Déclaration d'intention sur la coopération entre le Gouvernement de la Confédération suisse et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, qui est aussi signé à l'occasion de la visite, cf. le PVCF N° 2498 du 26 novembre 1990, dodis.ch/55335.

11 Cf. le rapport politique N° 40 de l'Ambassadeur de Suisse à Moscou, Francis Pianca, du 15 septembre 1990, dodis.ch/54848.

néanmoins pas prêtes à les assumer elles-mêmes. L'essentiel dans la situation mouvante actuelle est de garder la sérénité et la modération. LO[ukianov] souligne enfin l'importance du futur volet parlementaire de la CSCE, qui devrait constituer la «salle principale de la maison commune».

BRF [*Bundesrat Felber*] met en exergue le courage et la ténacité des dirigeants soviétiques dans leur volonté de changer les structures économiques et institutionnelles. Le partage de la souveraineté est chose difficile, mais doit aboutir à une image claire. Ceci est important, car si l'on veut encourager l'investisseur, p.ex., il doit savoir où s'adresser. Ainsi les cantons suisses, tout en gardant leur constitution, sont soumis à celle de la Confédération. Par ailleurs, si le pouvoir fédéral décide des lois, les cantons sont libres des modalités de leur application. Dès lors, tous ont des attributs de souveraineté, mais c'est un état d'esprit qui en est le ciment.

LO[ukianov] conclut, fibre juridique oblige, que la réorganisation institutionnelle, dans laquelle le modèle suisse a sa place, devra assurer des règles uniques dans le domaine économique, mais que la lutte pour le contrôle des cordons de la bourse serait très dure.

1) *Moskau-Besuch von Bundesrat Felber, 30.11.–1.12.1990*¹²

1. *Gespräch BRF [Bundesrat Felber]s mit dem Bürgermeister Moskaus, G. Popov (P.)*

P[opov] legte die schwierige Lage seiner Stadt dar. Entscheide, die im Moskauer Stadtsowjet gefällt würden, beträfen 13, 14 Mio. Menschen, nämlich 9 Mio. Moskauer, 2,5 Mio. «Pendler» und 2–3 Mio. «Auswärtige», die täglich Moskau besuchten. Die Probleme des Landes zeigten sich in «hypertrophiertem» Zustand in Moskau, das unter dem regionalen bzw. gar «subregionalen» Separatismus zu leiden habe. Lieferverpflichtungen würden gegenüber Moskau nicht mehr eingehalten, was zu den massiven Mangelsituationen geführt habe.¹³ Es handle sich zum Teil um bewusste Sabotage der Gegner der Perestrojka. Die «sozialistischen Gutsherren», sprich Kolchosen und Sowchosen, würden das im Überfluss vorhandene Getreide zurückhalten, um der Perestrojka zu schaden.

Die Hilfe des Westens, deren Annahme durch die Zentralbehörden als «mutiger Schritt» bezeichnet wird, könne nur effektiv sein, wenn gleichzeitig Massnahmen gegen diese Saboteure ergriffen würden.

P[opov] ging mit grossem Interesse auf konkrete Angebote BRF [*Bundesrat Felber*]s, wie etwa die Entsendung von Logistikspezialisten des SKH, ein. P[opov] erwartet den Höhepunkt der Versorgungsengpässe erst für Ende Februar, März.

2. *Tête-à-tête BRF [Bundesrat Felber]–Sevardnadze*

In einem 35-minütigen Tête-à-tête äusserte sich Sevardnadze (S.) zu Fragen der «Erneuerung der Union». Eine vollständige «Dezentralisierung», wie sie einige Republiken voreilig anstrebten, sei in der UdSSR aus zwei Gründen nicht möglich:

- a) Es gebe einen riesigen «Verteidigungssektor», dessen Kontrolle in einer Hand verbleiben müsse.
- b) Der Charakter der Wirtschaft (riesige Betriebe etwa in der Metallurgie könnten nicht dezentralisiert werden).

12 Dieser Teil wurde ebenfalls im Wochentelex 50/90 vom 10. Dezember 1990, dodis.ch/55175, Punkt 1 abgedruckt. Er entspricht dem Text des Telegramms Nr. 314 von Botschafter Pianca, an die Politische Abteilung I des EDA vom 4. Dezember 1990, Dossier wie Anm. 1. Redigiert wurde er wahrscheinlich von Minister Stefan Speck, dem ersten Mitarbeiter der Botschaft in Moskau.

13 Zur Versorgungskrise in Moskau vgl. den von Minister Speck redigierten Politischen Bericht Nr. 38 von Botschafter Pianca an das Politische Sekretariat des EDA vom 7. September 1990, dodis.ch/54871.

S[evardnadze] stellt bei den Republiken, die lautstark ihre Souveränität reklamieren, eine «widersprüchliche Haltung» fest. Einerseits sprächen sie von einem Austritt aus der Union, andererseits verlangten sie von den Zentralorganen weitgehende Konzessionen im Wirtschaftsbereich.

Laut *S[evardnadze]* macht man sich im Westen vielfach keinen Begriff von der Komplexheit der Situation. Westliche Kollegen stellten ihm die Frage, weshalb Moskau etwa die Balten nicht ziehen lasse.¹⁴ Man vergesse dabei, dass etwa Lettland 48% Russen aufweise. Die Bevölkerung Rigas bestehe gar zu 72% aus Russen. Diese Menschen stellten den «organisiertesten» Teil der Bevölkerung. Einen Austritt Lettlands aus der Union würden sie nicht hinnehmen. Ähnliches gelte für Estland. Insgesamt lebten 60 Mio. Sowjetbürger ausserhalb ihrer Heimatrepublik. Eine «Entflechtung» dieser Verhältnisse sei ohne Bürgerkrieg gar nicht möglich. *S[evardnadze]* gab sich jedoch mittelfristig zuversichtlich. Die weltweiten Integrationsbestrebungen würden sich auch in der SU schliesslich durchsetzen.

BRF [*Bundesrat Felber*] erläuterte die Grundzüge des Schweizer Föderalismus.

3. Gespräche BRF [*Bundesrat Felber*]-*Sevardnadze*

Hilfe für sowjetische Bevölkerung

Von BRF [*Bundesrat Felber*] auf die Möglichkeiten schweizerischer Hilfe angesprochen, bestätigte *S[evardnadze]*, dass das Land «schwere Probleme» habe. Diese seien durch die «Erneuerung auf allen Gebieten» bedingt. Hinzu kämen Naturkatastrophen und Tschernobyl.¹⁵ Man habe dieses Unglück in der ersten Zeit verharmlost.

S[evardnadze] erklärte nach der Übergabe von Listen mit benötigten Hilfsgütern an BRF [*Bundesrat Felber*], weshalb gerade Moskau und Leningrad in einer schwierigen Lage seien. Man habe zwar dieses Jahr eine gute Ernte zu verzeichnen gehabt, aber in Verbindung mit der «Dezentralisierung» und der «Schwächung staatlicher Disziplin» würden die Städte nicht mehr lückenlos versorgt. Hinzu komme die Tendenz der Sowchosen und Kolchosen, das Getreide zurückzubehalten und damit das Vieh zu füttern. Das Fleisch gelange aber erst in einigen Monaten auf den Markt. Es gelte, diese Monate zu überbrücken.

Golf

Laut *S[evardnadze]* stand bei der letzten Sicherheitsratsresolution¹⁶ das Bestreben, eine friedliche Lösung des Konfliktes zu bewirken, Gevatter, dies obwohl das Dokument die Anwendung von Gewalt sanktioniere. Tarek Aziz sei bei seinem jüngsten Moskaubesuch «kategorisch» aufgefordert worden, Kuwait zu räumen. Die SU habe nicht die Absicht, sich an militärischen Aktionen gegen den Irak zu beteiligen. Man habe den irakischen Aussenminister aber gewarnt, dass die SU bereit sei, «sehr entschlossene Massnahmen» zu ergreifen, wenn auch nur einer der Geiseln, unabhängig von der Staatsangehörigkeit, ein Haar gekrümmt werde. *S[evardnadze]* erhofft sich von der Resolution eine «Aktivierung der Friedensbemühungen». Der Generalsekretär¹⁷ könne im Namen der ständigen Mitglieder des SK auftreten und plane eine Reise in die Region. Man sei sich auch einig, dass der Kontakt mit dem Irak nicht abgebrochen werden dürfe.

S[evardnadze] hofft einerseits auf die «Aktivierung des arabischen Faktors». Ein sowjetischer Vizeausserminister¹⁸ habe kürzlich zu diesem Zweck sämtliche arabischen Hauptstädte

14 Zur Haltung der Schweiz gegenüber den Unabhängigkeitsbestrebungen der baltischen Staaten vgl. DDS 1990, Dok. 61, dodis.ch/54526.

15 Vgl. die thematische Zusammenstellung Nuklearkatastrophe von Tschernobyl (1986), dodis.ch/T1833.

16 Vgl. Anm. 4.

17 Javier Pérez de Cuéllar.

18 Alexander Michailowitsch Belonogow.

aufgesucht. Andererseits könnten laut *S[evardnadze]* auch die Europäer mehr zur Lösung des Konflikts beitragen, und zwar kollektiv (EG) und im Alleingang. Auch die Schweiz könnte das ihre dazu beitragen. *S[evardnadze]* spricht sich gegen irgendwelche künstlichen «Links» aus. So sei etwa die irakische Haltung, das Kuwait-Problem könne nur zusammen mit der Palästinafrage gelöst werden, «absurd». Andererseits lehne die SU aber auch die These ab, wonach zuerst die Golfkrise liquidiert werden müsse und erst dann das arabisch-israelische Problem neu aufgerollt werden könne. Moskau trete für paralleles Handeln in beiden Krisen ein.

S[evardnadze] gab sich abschliessend zuversichtlich, dass es die «Verschnaufpause» von 45 Tagen gestatten werde, eine friedliche Lösung zu finden.

Europa

BRF [*Bundesrat Felber*] legte ausführlich die Integrationspolitik des Bundesrates dar.¹⁹

S[evardnadze] betonte seinerseits, die SU habe sich verschiedentlich für einen «einheitlichen europäischen Raum» in kultureller, wirtschaftlicher und politischer Hinsicht ausgesprochen. Die SU habe aber naturgemäss grössere Schwierigkeiten als die Schweiz, «sich zu integrieren». Immerhin bemühe man sich, die Beziehungen zur EG zu intensivieren. Man habe ein Rahmenabkommen und mehrere sektorielle Abkommen abgeschlossen. Man strebe nun sowjetischerseits nach einem «noch globaleren» Vertrag.

KSZE

Botschafter Derjabin (KSZE-Abteilung im AM) hob die fruchtbare Zusammenarbeit insbesondere im Hinblick auf das Seminar über Minderheitenfragen hervor.²⁰ Die sowjetische Seite ist auch an einer sehr engen Koordination mit der Schweiz in Sachen friedliche Erledigung von Streitfällen interessiert.²¹

*Verschiedenes*²²

Ebenfalls interessiert – angesichts der unbefriedigenden Resultate sowjetischer Anstrengungen – zeigte sich *S[evardnadze]* an einem Erfahrungsaustausch in Sachen Entwicklungshilfe. Er regte ein Expertentreffen in einem Land an, wo sowohl die UdSSR wie auch die Schweiz engagiert sind (z. B. Mozambique).²³ Zu Südafrika meint *S[evardnadze]*, dass man angesichts der feststellbaren Reformanstrengungen der Regierung die Sanktionspolitik überdenken sollte. Schliesslich äusserte die sowjetische Seite ebenfalls Interesse an einem Gedankenaustausch betreffend die Rolle internationaler Wirtschafts- und Finanzinstitutionen (OECD, BERD, IMF, Weltbank) sowie im Bereich Drogenbekämpfung.

19 Zum Stand der Verhandlungen über den EWR-Vertrag Ende November 1990 vgl. DDS 1990, Dok. 56, dodis.ch/54945.

20 Zum KSZE-Expertentreffen über nationale Minderheiten vom 1. bis 19. Juli 1991 in Genf vgl. die Zusammenstellung dodis.ch/C1875.

21 Zum KSZE-Expertentreffen zu Streitschlichtungsmethoden vom 15. Januar bis 5. Februar 1991 in Valletta vgl. die Zusammenstellung dodis.ch/C1819. Vgl. auch DDS 1990, Dok. 34, dodis.ch/56205 und Dok. 50, dodis.ch/54685.

22 Auch dieser Abschnitt wurde im Wochentelex 50/90 vom 10. Dezember 1990, dodis.ch/55175, Punkt 1 reproduziert. Er war allerdings nicht Teil des Telegramms Nr. 314 von Botschafter Pianca an das EDA vom 4. Dezember 1990, vgl. Anm. 12.

23 Zur schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit u. a. mit Mosambik vgl. DDS 1990, Dok. 17, dodis.ch/56083.

1) *Moskau-Besuch von Bundesrat Felber*²⁴
*Finanz- und Handelsfragen*²⁵

Seit einigen Monaten häufen sich die Zahlungsrückstände der UdSSR gegenüber dem Ausland, so dass die Abwicklung bestehender Verträge und die Lieferungen von Waren, für die ein kontinuierlicher Bedarf besteht, wie zum Beispiel Heilmittel und Chemikalien, gefährdet sind. Die grösseren europäischen Länder haben dafür der Sowjetunion Milliardenkredite eingeräumt, mit denen verfallene Verpflichtungen abgelöst und neue Geschäfte ermöglicht werden sollen. Die Unionsbehörden haben sich offensichtlich darauf eingestellt, sich auf diese Weise aus der Devisenklemme helfen zu lassen. Gegenüber schweizerischen Firmen sind nach Meldungen an unsere Botschaft gegen 300 Millionen Zahlungsrückstände aufgelaufen. BRF [*Bundesrat Felber*] legte *S[evardnadze]* und dem an den Gesprächen für diesen Teil anwesenden Vizeminister Obminsky dar, dass im Gegensatz zu anderen Ländern der Bund nicht selbst Mittel zur Exportfinanzierung zur Verfügung stellt und deshalb eine Ablösung der Rückstände durch einen Bundeskredit jedenfalls kurzfristig nicht möglich sei. Hingegen liegen von der chemischen Industrie und den Firmen, die ihre Forderungen durch die ERG versichern liessen, Offerten vor, welche im Ergebnis für die UdSSR eine mindestens ebenso günstige Lösung bringen. Insgesamt wurden ihr Kredite von über 300 Millionen Franken angeboten, zum Teil ohne Zinsen. Obminsky versprach, diese Offerten zu prüfen.

Botschafter Arioli erläuterte diese Offerten auch dem Vizepräsidenten der Staatsbank, dem Vizeminister des Aussenhandelsministeriums sowie der Aussenhandelsbank.²⁶ In all diesen Gesprächen wurde von sowjetischer Seite unterstrichen, dass die Union in den Jahren 1991 und 1992 hohe Auslandsverpflichtungen zu begleichen habe, und deshalb eine Entlastung über längerfristige Kredite suche. Es wurde aber auch klar, dass die Behördenstrukturen zur Behandlung dieser Fragen durch eine neue Aufgabenteilung unter den verschiedenen angesprochenen Stellen, durch den Vorbehalt wichtiger Entscheidungen durch den Ministerrat selbst und vor allem durch den Versuch, die Republiken an der Haftung für Auslandschulden zu beteiligen, ausserordentlich schwerfällig geworden sind.

24 Dieser Teil wurde nicht im Wochentelex abgedruckt. Er wurde höchstwahrscheinlich vom zuständigen Delegierten des Bundesrats für Handelsverträge, Botschafter Silvio Arioli, verfasst, der Bundesrat Felber nach Moskau begleitet hatte.

25 Zur Wirtschaftssituation in der UdSSR und den Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und der UdSSR vgl. dodis.ch/55293.

26 Waleri Alexandrowitsch Pekschew, Gairai Faisulajewitsch Rachimbajew resp. Igor Alexandrowitsch Ipatow. Zu den Gesprächen vgl. dodis.ch/55738.